

## **2.3 Gestion de l'amiante et des matières résiduelles contenant de l'amiante comme matières résiduelles non dangereuses**

### **2.3.1 Classification comme matière toxique**

L'amiante possède les propriétés d'une matière toxique telle que définie à l'article 3 du Règlement sur les matières dangereuses (RMD), par référence au Règlement sur les produits contrôlés (DORS/88-66). L'amiante se classe de la sorte en raison de sa cancérogénicité (Fiche d'information sur les matières dangereuses résiduelles – Matière toxique au sens du Règlement sur les matières dangereuses)<sup>1</sup>.

Il faut noter que le Règlement sur les produits contrôlés (DORS/88-66) a été remplacé en 2015 par le Règlement sur les produits dangereux (DORS/2015-17)<sup>2</sup>. Le changement dans la réglementation fédérale ne modifie toutefois pas la classification de l'amiante comme matière toxique.

### **2.3.2 Exclusion de l'amiante de la désignation comme matière dangereuse en vertu du RMD**

L'amiante et les produits contenant de l'amiante possèdent une des 8 propriétés conduisant à une désignation comme matière dangereuse au sens de l'article 3 du RMD. Toutefois, l'amiante a été exclu des matières dangereuses à l'article 2, paragraphe 14 du RMD.

L'amiante est une matière chimiquement inerte qui n'est pas sujet à la lixiviation. De plus, les possibilités d'une exposition humaine par inhalation ou par toute autre voie sont peu élevées lorsqu'il est enfoui et recouvert de manière conventionnelle. Ainsi, il n'est pas nécessaire que son enfouissement soit encadré par des mesures d'aménagement prises pour les lieux de dépôt définitif de matières dangereuses. L'élimination de l'amiante dans les lieux d'enfouissement technique (LET) est un mode de gestion acceptable pour prévenir l'exposition aux poussières et fibres.

L'exclusion au RMD facilite la gestion des produits résiduels contenant de l'amiante. Cependant, celui-ci demeure un contaminant au sens de la LQE et des précautions doivent être prises pour éviter la propagation des poussières et fibres lors de la manipulation et de l'élimination (p. ex., ensachement, recouvrement). Pour les matières résiduelles contenant de l'amiante ( $\geq 0,1$  %) générées sur un chantier de construction, le Code de sécurité pour les travaux de construction (sous la responsabilité de la CNESST) contient des exigences (section 3.23) relativement à l'enlèvement, la disposition (contenant étanche) et l'étiquetage de ces matières. En vertu du Règlement sur la santé et la sécurité du travail, ces exigences sont également applicables dans les LET qui sont considérés comme des établissements.

### **2.3.3 Conséquences d'une désignation éventuelle de l'amiante comme matière dangereuse**

L'exclusion de l'amiante de l'application du RMD pourrait être révoquée. Cette possibilité entraînerait toutefois des conséquences que le MELCC juge non souhaitable. Certains enjeux sont à considérer.

---

<sup>1</sup> [http://www.environnement.gouv.qc.ca/matieres/dangereux/fiches/matiere\\_toxique.pdf](http://www.environnement.gouv.qc.ca/matieres/dangereux/fiches/matiere_toxique.pdf)

<sup>2</sup> <https://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/SOR-2015-17.pdf>

## Enjeux à considérer :

- L'amiante doit demeurer admissible dans les lieux d'enfouissement de matières résiduelles non dangereuses;

Les matières dangereuses ne peuvent être éliminées dans un LET. Si l'amiante était désigné matière dangereuse, il ne pourrait y être éliminé, alors que c'est l'option prévue pour les matériaux de construction et démolition contenant de l'amiante. Ces matériaux sont placés dans des contenants étanches et éliminés dans un LET avec un recouvrement immédiat. Ce mode de gestion permet d'éviter toute exposition humaine. L'élimination dans un lieu de dépôt définitif réservé aux matières dangereuses augmenterait beaucoup les coûts du désamiantage des bâtiments.

Il en va de même pour d'autres types de matériaux contenant de l'amiante (ex. des granulats, du béton-ciment, etc). Les municipalités, entrepreneurs ou simples citoyens aux prises avec ces matériaux devraient les acheminer (mise des résidus dans des contenants étanches et appel à une entreprise spécialisée pour le transport) au seul lieu actuellement disponible au Québec pour le dépôt définitif des matières dangereuses, soit l'entreprise Stablex, à Blainville. Les frais encourus seraient beaucoup plus importants, sans justification réelle pour prévenir les risques d'exposition aux poussières et fibres.

La possibilité d'éliminer les matières résiduelles contenant de l'amiante ( $\geq 0,1\%$ ) dans un LET représente une solution sécuritaire pour les personnes et l'environnement et offre un net avantage dû au fait qu'il y a 38 LET en exploitation répartis sur le territoire du Québec contrairement à 1 seul lieu d'élimination de matières résiduelles dangereuses. Le tarif d'élimination dans ces LET est aussi beaucoup plus abordable que dans un lieu d'élimination de matières résiduelles dangereuses ce qui constitue un encouragement à adopter de bonnes pratiques de gestion des matières résiduelles contenant de l'amiante.

- La qualification en tant que matière dangereuse impliquerait de réévaluer le cadre de valorisation de l'amiante. C'est le cas par exemple de l'asphalte-amiante qui est actuellement valorisée par le MTQ à même les emprises routières ou valorisée dans d'anciens sites miniers.
- La gestion des résidus miniers, dont les résidus miniers d'amiante, ne peut être encadrée par le RMD.

Les résidus miniers, dont les résidus miniers d'amiante, sont exclus de l'application du RMD à cause du volume énorme de résidus générés par l'industrie minière. La filière de gestion des matières dangereuses résiduelles du RMD ne peut absorber de tels volumes de résidus, soit environ 800 millions de tonnes seulement pour les résidus miniers amiantés, sans compter les autres résidus miniers à risques élevés (p. ex., certains résidus miniers lixiviables ou radioactifs).

La gestion des résidus miniers est encadrée par la Directive 019 sur l'industrie minière, incluant la gestion des résidus miniers d'amiante. Les résidus miniers y sont classés selon leurs caractéristiques, et il n'y a pas de condition particulière dans la directive au sujet des résidus miniers d'amiante.

Si un résidu minier est valorisé comme matériau de construction, il est visé à la fois par les Lignes directrices relatives à la valorisation des résidus miniers et par le Guide de valorisation des matières résiduelles inorganiques non dangereuses de source industrielle comme matériau de construction. Il est actuellement recommandé dans les Lignes directrices qu'un avis soit demandé au responsable de la santé publique avant de poursuivre toutes démarches en vue d'établir les utilisations possibles lorsqu'il y a une susceptibilité de présence de fibres d'amiante.